

Brochure n° 3333

Convention collective nationale

IDCC : 2198. – ENTREPRISES DU COMMERCE À DISTANCE

ACCORD DU 31 JANVIER 2018

RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1850734M

IDCC : 2198

Entre :

UPECAD,

D'une part, et

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FEC FO ;

USN vente à distance CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le développement de la vente par correspondance dans le Nord - Pas-de-Calais, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, avait pour structure un réseau d'enseignes qui s'étaient regroupées au sein du syndicat national de la vente à distance (SNVAD) afin de développer avec les partenaires sociaux une politique sociale commune qui s'est matérialisée avec la convention collective nationale des entreprises de vente à distance.

Désormais, le paysage de la branche professionnelle s'est modifié avec l'apparition d'acteurs spécialisés dans le commerce sur internet, le développement des réseaux sociaux et, plus récemment le "m-commerce".

Ces diverses entreprises avec des modèles économiques et sociaux différents sont toutes liées entre elles par un point commun : le commerce.

C'est dans ce contexte qu'il a été décidé ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification de la dénomination de la convention collective

Les partenaires sociaux de la branche décident que la convention collective nationale des entreprises de vente à distance (IDCC n° 2198) s'intitulera désormais :

« Convention collective nationale des entreprises du commerce à distance »

Article 2

Modification de la dénomination de la convention collective

Les parties signataires du présent accord considèrent qu'il n'y a pas de spécificités d'application dudit accord aux entreprises en fonction de leur taille.

Pour cette raison, aucune stipulation particulière n'a été prise pour les entreprises de moins de 50 salariés, conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 3

Date d'application et durée de l'accord

Les dispositions du présent accord prennent effet à compter de ce jour.

Article 4

Dépôt/extension

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail en un exemplaire original sur support papier et un exemplaire sur support électronique.

Les parties signataires conviennent de procéder à la demande d'extension du présent accord.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 31 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)